Osez le Féminisme !
Le journal
n° 62 , mai 2023

DOSSIER

IL NE SUFFIT PAS D'ÊTRE UNE FEMME POUR ÊTRE FÉMINISTE !

ÉDITO

On avait repéré ces hommes qui se prétendent féministes, dans la vie ou les réseaux sociaux pour être likés. Mais l'usurpation du féminisme vient aussi… de femmes. On pointe Giorgia Meloni, élue en Italie, l'Américaine Sarah Palin ou la Hongroise Krisztina Morvai, des politiques qui instrumentalisent le féminisme pour diffuser leurs idéologies racistes et misogynes, notamment auprès des jeunes et des femmes. Le dossier parle de feminism washing et fake feminism. Et de la parité, outil nécessaire mais insuffisant pour des politiques féministes.

L'actu revient sur « Porno, l'enfer du décor », le rapport qui dévoile l'industrie porno.

Au sommaire aussi : un femmage à la révolte des Iraniennes suivi d'une interview de Violaine de Filippis-Abate, avocate du procès contre le concours Miss France. En brèves : la fameuse mascotte des jeux olympiques qui rappelle bien le clitoris et le témoignage d'une salariée qui a fait reconnaître le harcèlement sexiste comme maladie professionnelle. Bonne lecture !

DANS CE NUMÉRO

ACTU
Le Sénat démasque l'industrie pornographique

OLF EN ACTION
féminisme - écologie - climat : le groupe d'OLF

FEMMAGE
Le meurtre de Masha Amini

INTERVIEW
Violaine de Filippis-Abate

ORGANISATION
Elles's Imagine'nt

À LIRE, À VOIR
Les femmes photographes

BRÈVES

Les Jeux olympiques de Paris ou l'affaire des bonnets clitoridiens

On connaît le bonnet phrygien pour son lien avec la Révolution française. Il serait en réalité plus ancien et son origine est encore discutée. Les esclaves affranchi·es de l'Empire romain portaient une coiffe similaire. Il tire son nom de la Phrygie, ancien pays d'Asie Mineure situé en actuelle Turquie. Il revient dans l'actualité via les jeux olympiques et paralympiques 2024 de Paris, sous la forme de mascottes appelées les Phryges.

Une forme triangulaire, un sommet long et renflé, une couleur rouge sanguine, elles ressemblent fort au dessin simplifié de cet organe étrangement inconnu de notre société : le clitoris !

Stratégie de génie pour l'exposer ou simple hasard, cela révèle surtout les lacunes en termes de connaissances des sexualités. Pour pallier cela, les Frangines, un groupe d'Osez le féminisme !, ont créé le *Petit guide pour une sexualité féministe* et épanouie, un livre accessible dès 14 ans, pour déconstruire les mythes autour des sexualités et découvrir l'anatomie, dont le clitoris.

JULIE

Le sexisme, enfin reconnu cause de maladie professionnelle

Plus de 6 ans ont été nécessaires pour que le sexisme soit reconnu comme cause de l'incapacité de travail de Madame F., salariée. Depuis 2016, de recours en appels, elle a montré que sa dépression était dûe au harcèlement sexiste perprétré par ses chefs et collègues. Elle détenait des preuves écrites. Abandonnée par les syndicats et les ressources humaines de l'entreprise, elle a même affronté un expert de l'assurance maladie lui reprochant « de faire un métier d'homme » !

Soutenue par l'Association contre les Violences faites aux Femmes au Travail, ce n'est qu'en août 2022 que le Centre Régional de Reconnaissance des Maladies Professionnelles a dû appliquer la décision de justice en sa faveur. Si cette reconnaissance ouvre à Madame F. une meilleure indemnisation pour sa maladie, elle a dû renoncer définitivement à son métier. Le pire ? Aucun agresseur n'a été sanctionné, un procès aux prud'hommes est toujours en cours contre l'employeur. Cette jurisprudence pourrait bien être utile à d'autres femmes !

OSEZ LE FÉMINISME !, PORTE-VOIX DE MADAME F.

Simone Veil, le voyage du siècle

Ce nouveau film biographique sorti début octobre 2022 est l'occasion de (re)découvrir l'histoire d'une femme exceptionnelle. Le film, porté par Elsa Zylberstein et Rebecca Marder qui incarnent à tour de rôle Simone Veil à des époques différentes, nous transporte au fil de l'histoire. Années qui sont marquées par des événements extrêmement tragiques - la déportation par les nazis dans les camps d'extermination d'Auschwitz - et des combats politiques acharnés : loi pour la légalisation de l'avortement, lutte contre le SIDA, présidence du parlement européen.

Entre émotion, inspiration et mémoire, ce film nous fait prendre conscience que les combats d'hier tendent malheureusement à redevenir ceux d'aujourd'hui et que le devoir de transmission doit s'opérer entre les générations. À la fois intime et politique, ce biopic poignant ne vous laissera pas indifférent·es. La résonance avec les débats actuels tels que l'inscription du droit à l'IVG dans la constitution en fait donc un film à voir absolument.

LAURANE PITOISET

Lisa LaFlamme, face à l'injonction misogyne et âgiste de l'éternelle jeunesse

Le 15 août dernier, Lisa LaFlamme, journaliste canadienne et rédactrice en cheffe de CTV National News, a annoncé son éviction, après onze ans de service, et malgré des audiences records. Officiellement, la rupture vient d'un désaccord avec le vice-président de Bell Media, à propos de la guerre en Ukraine et sur la stratégie générale de la chaîne. Mais d'après une journaliste du Globe & Mail, le choix qu'a fait Lisa LaFlamme, pendant le confinement de 2020, de laisser ses cheveux pousser naturellement, c'est-à-dire blancs, n'est pas passé. Une mobilisation massive en sa faveur s'en est suivie sur les réseaux sociaux et plusieurs marques aussi diverses que Wendy's, Dove et le magazine Sports Illustrated Swimsuit lui ont apporté leur soutien. À l'instar de Sandrine Rousseau, Zazie ou Andie MacDowell, le confinement dû à la pandémie a permis à des femmes de sortir de ce qui était pour elles une injonction plus qu'un plaisir. Les femmes de plus de 50 ans peuvent-elles enfin être visibles ?

JULIETTE O

L'enfer du décor,
LE SÉNAT DÉMASQUE L'INDUSTRIE PORNOGRAPHIQUE



Le rapport du Sénat, « L'enfer du décor », publié en septembre 2022 dévoile ce qui se cache derrière le porno français. Il est temps que la société fasse sa prise de conscience.
Auditions, visionnages et analyses ont abouti à un constat sans appel : dans la pornographie les violences ne sont pas des dérives, elles lui sont intrinsèques. Méthodes proxénètes, réification, torture, actes de barbarie… la réalité est exposée.

L'impunité doit cesser

Dans les affaires Pascal OP et Jacquie et Michel, plus de 50 victimes ont témoigné devant la justice. Des procédures sont ouvertes au Parquet de Paris. Déjà 15 producteurs sont en examen. La violence extrême, la haine misogyne et raciste de l'industrie pornographique sont révélées. Les réseaux de « recrutement », de « partage », « d'échange », de traite de femmes et de prostitution sont exposés. Nous exigeons une qualification politique et judiciaire de l'industrie pornographique en industrie proxénète. « Autant il est possible de réagir à des propos haineux en ligne, autant on n'arrive pas à signaler et bloquer les images pornographiques qui enfreignent des lois françaises » s'indigne Annick Billion, sénatrice. Claire Charlès des Effronté·es a dénoncé les synopsis de catégorie « interraciale ». Ils font appel à l'imaginaire colonialiste. Ils sont illégaux. Les autorités françaises, Pharos et l'Arcom, doivent agir.

Déconstruire les clichés

Le porno ce n'est ni de l'art, ni du sexe. C'est une promotion de la culture du viol.
Stéphanie Caradec, du Mouvement du Nid, a souligné la porosité entre pornographie et prostitution : « les vidéos pornos sont de la prostitution filmée, en témoignent les parcours de vie et de vulnérabilités des centaines de personnes accompagnées par l'association, qui ont bien souvent connu les deux systèmes. » Le porno, ce n'est pas du cinéma, pas de la fiction. Les violences sexuelles sont réelles, la souffrance aussi. Ce ne sont pas des scènes simulées. Les femmes qui les subissent sont réelles.

Tous et toutes concernées

Si, pour la première fois en France, un procès est en cours c'est que chaque mois en France 19 millions d'internautes, dont 2,3 millions de mineur·es, matent du porno. Les plateformes, en accès libre et gratuit, entraînent une consommation massive. Au point que le porno occupe 1/4 du trafic sur le web. La pornographie impose ses violences à nos sexualités. Cela rapporte des milliards d'euros à une industrie criminelle qui organise sa respectabilité et s'octroie le droit de piller l'imaginaire sexuel des jeunes. En ce sens, Mathilde Cornette, juriste à l'AVFT rappelle que « la pornographie d'aujourd'hui met en danger toutes les femmes, que ce soit sur les lieux de tournage ou non ». Ces procédures concernent toute la société : les contenus sont haineux, violents, misogynes, lesbophobes, racistes, classistes et pédocriminels. C'est donc une atteinte à la liberté sexuelle, au droit de développer sa propre sexualité, car elle génère une norme qui s'impose. La pornographie déforme les humain·es, leur rapport aux autres. Elle mise sur une surenchère de violences. Il est urgent de réagir.

Pour un autre projet de société

Le Sénat formule 23 recommandations sur quatre axes :

1. Prioriser la lutte contre les violences pornos et la marchandisation des corps. Faire des violences commises dans un contexte de pornographie un délit d'incitation à une infraction pénale ;
2. Faciliter les suppressions de contenu et le droit à l'oubli ;
3. Appliquer enfin la loi sur l'interdiction d'accès des mineur·es ;
4. Mettre en œuvre les séances d'éducation à la vie sexuelle et affective, sensibiliser parents, professionnel·les de l'éducation.

La France peut défendre un autre projet de société, qui ne sacrifie ni les enfants ni aucune femme.

LE GROUPE ABOLITION PORNO ET PROSTITUTION D'OSEZ LE FÉMINISME !

OLF EN ACTION !



FÉMINISME-ÉCOLOGIE-CLIMAT, LE GROUPE THÉMATIQUE D'OSEZ LE FÉMINISME ! EST OUVERT

Depuis plus de 10 ans, Osez Le féminisme ! reconnaît l'intersection et l'imbrication entre la misogynie et plusieurs systèmes d'oppression dont le racisme et l'économie capitaliste. L'écologie et le climat manquaient à l'agenda de nos luttes féministes. Il est maintenant nécessaire de mieux comprendre les liens entre la domination des hommes sur le vivant et les corps des femmes, entre le patriarcat et l'extractivisme qui exploite tout de la Terre jusqu'à destruction. Pour mieux lutter contre et résister.

C'est pourquoi nous avons initié un groupe Féminisme-écologie-climat au sein d'Osez Le féminisme !

Ce groupe de réflexion et d'actions vise d'abord à nous former sur l'impact du dérèglement climatique, de l'effondrement de la biodiversité, sur les filles et les femmes. On peut discuter de la charge écologique qui s'ajoute aux autres charges qui pèsent déjà sur les femmes. On peut dénoncer des publicités à la fois misogynes et greenwasheuses, décrypter les mesures qui nous enfument sous couvert d'écologie, féministe les groupes écologistes et formuler nos revendications, nos « reclaim » !

Le groupe permet d'aborder des sujets féministes d'un point de vue écologiste. Exemple : les plateformes de contenus pornographiques sont une violence contre les femmes. Le porno représentant plus du quart des vidéos en ligne, sa consommation émet chaque année plusieurs millions de tonnes de CO2, le principal gaz à effet de serre à l'origine du réchauffement climatique. Résultat : la pornographie est aussi toxique pour les femmes que pour la planète !

Le groupe permet également de (re)découvrir tout un matrimoine de femmes et de mouvements à la fois féministes et écologistes : un bon moyen de s'ouvrir à des mouvements qui ne sont pas centrés sur l'Europe.

Le groupe s'adresse aux curieuses comme aux spécialistes, se réunit une fois par mois en visio et en présentiel quand c'est possible dans l'année. Pour nous rejoindre envoyez un mail à militer@osezlefeminisme.fr.

ANNE-LISE RIAS, POUR LE GROUPE FÉMINISME-ÉCOLOGIE-CLIMAT

LE GRAND MOT

SEXE, GENRE OU LES DEUX ?

Sexe et genre sont souvent utilisés en synonymes. Il est important de les distinguer.

Sexe renvoie aux attributs biologiques primaires (chromosomes, organes génitaux) et secondaires (pilosité…).

Genre renvoie aux identités, comportements et rôles socialement construits.

Le genre masculin est encore posé comme supérieur. Et le genre féminin impose des injonctions aux femmes.

Pour autant, s'échapper de stéréotypes du genre féminin n'élimine pas l'oppression des femmes par les hommes. C'est en raison du sexe biologique que la subordination est tenue : ils s'approprient nos corps et fonctions reproductives. Le sexe est une réalité biologique, qui a des conséquences sociales.

Nous défendons les droits des filles et des femmes fondés sur le sexe, par exemple en militant pour le maintien du sexe dans les documents administratifs. Cette donnée est nécessaire pour lutter contre les violences sexuelles et pour nos droits (connaissance du clitoris, de l'endométriose…).

Pas question de nier sexe en le remplaçant par genre, ni de réduire les femmes à leurs organes génitaux. Sexe, genre et les liens entre eux, trois indispensables pour comprendre le système en place, mortifère pour les filles et les femmes.

OSEZ LE FÉMINISME !

IL NE SUFFIT PAS D'ÊTRE UNE FEMME POUR ÊTRE FÉMINISTE!



L'opposition au féminisme se renouvelle. Dans *Les nouvelles femmes de droite* Magali Della Studda[1] observe des groupes, comme Nemesis : des jeunes, femmes, opposées au projet politique féministe détournent nos idées, nos mots pour mieux promouvoir leur racisme misogyne conservateur. Ainsi le « féminisme identitaire » s'approprie l'égalité femmes-hommes pour stigmatiser immigré·es et musulman·es. Minoritaires, ces groupes font des levées de fond, ont des pros de la com' et profitent de la parité pour accéder à des responsabilités. D'autres détournent l'écologie, alliant leur prétendu féminisme avec la cause de la nature pour revendiquer des idées racistes, ultra-conservatrices. Et les groupes qui prônent la marchandisation des corps des femmes sous toutes ses formes profitent de cette vague. Tout est mis dans le même sac : fascisme, islamophobie, écologie, abolition de la prostitution, racisme, féminisme et conservatisme. Cette stratégie de confusion est un enfumage. Osez le féminisme la dénonce !

DANS CE DOSSIER

L'instrumentalisation du féminisme

Zoom : Quand l'extrême droite détourne le féminisme

Être mère et féministe : un vieux dilemne

Zoom : La puissance des mères, de Fatima Ouassak

La parité : outil nécessaire mais pas suffisant

1. https://spectremedia.org/podcast/au-coeur-du-nouveau-militantisme-feminin-dextreme-droite/?episode=996&playing=996

L'instrumentalisation du FÉMINISME à des fins politiques

Longtemps exclues des sphères de pouvoirs, les femmes investissent progressivement les instances politiques dans le monde entier. Elles sont de plus en plus à participer à l'exercice du pouvoir, répondant à une nécessité démocratique, pour que la vie politique soit l'affaire de toutes et tous. Pour autant, est-ce que le seul fait d'être une femme suffit à mener des politiques féministes, pour les droits et l'émancipation des femmes ?

Les femmes représentent la moitié de la population mondiale, pourtant elles sont encore insuffisamment représentées dans les instances politiques, à tous les échelons. Ainsi, la lutte pour la parité en politique est logique, elle ne doit pas être considérée comme sectaire mais bien comme une nécessité démocratique. Une arrivée des femmes au pouvoir, représentativité indispensable. Mais il s'agit également de voir quelles politiques les femmes mènent quand elles ont l'opportunité de prendre des décisions impactantes et de faire de sujets méprisés des priorités politiques.

Depuis plusieurs décennies, elles sont de plus en plus nombreuses à investir les sphères de pouvoir et à avoir fait voter des lois en faveur de la condition féminine. De l'accès à l'IVG par Simone Veil en 1974 à l'allongement du congé parental à 14 mois également réparti entre les parents par le gouvernement finlandais de Sanna Marin en 2022, en passant par le projet de loi du mariage pour toutes et tous porté par Michelle Bachelet au Chili en 2017, ou encore la lutte contre les violences intrafamiliales par Jacinda Ardern en Nouvelle Zélande. L'arrivée de femmes en politique peut

Zoom

Fake feminism : quand l'extrême droite détourne le féminisme

L'élection présidentielle 2022 nous aura prouvé une chose : après Marine Le Pen, la relève est assurée chez les femmes d'extrême droite. Femmes. Et non féministes. Là est la grosse distinction.
Créé fin 2019, le collectif Némésis en est une parfaite illustration. Détournant le féminisme, ses militantes essaiment leurs théories xénophobes à coup de statistiques grossières et d'actions centrées sur des violences impliquant principalement des hommes immigrés à l'encontre de femmes dites occidentales. Ceci en masquant la réalité systémique et structurelle du patriarcat et des violences masculines. Le collectif « Les Femmes avec Zemmour » marche sur ses traces en se plaçant sur ce crédo du « féminisme identitaire » (!!). Créé pendant la campagne présidentielle, il regroupe des femmes qui soutiennent le candidat depuis ses débuts de campagne en octobre 2021. Leurs thèmes de prédilection : immigration, immigration et immigration ; mais toujours maquillés de féminisme. Les tirades misogynes de leur candidat ne les intéressent guère, tant que les propos islamophobes et anti immigration sont rattachés à chaque interview. Après le feminism washing, on pourrait donc parler de fake feminism. Depuis la révolution #Metoo, le détournement du féminisme est devenu une des armes de ces collectifs, au service de leur haine.

JULIETTE O

ainsi produire des changements significatifs, contre le système patriarcal, au bénéfice de la société dans son ensemble.

Cependant, ce leadership féminin est à analyser avec précaution puisque le féminisme peut aussi être instrumentalisé. Récemment élue, la nouvelle présidente du Conseil des ministres italien, Giorgia Meloni, qui dirige le parti d'extrême droite Fratelli d'Italia, fait craindre un recul des droits et une augmentation des violences contre les filles et les femmes. Celle qui a ouvert l'un de ses meeting sur « Je suis Giorgia, je suis une femme, je suis une mère, je suis italienne, je suis chrétienne », instrumentalise son sexe et son genre féminin dans une tentative de masquer son message politique haineux, misogyne et raciste. En réaffirmant qu'elle est une mère, Giorgia Meloni réussit le défi d'endormir la méfiance des oppositions en donnant une image maternelle, sous-entendu qui sera bonne protectrice de la patrie. En réaffirmant qu'elle est une femme, dans un monde politique d'hommes, elle veut à la fois donner une image de douceur, d'une politique qui ne peut pas faire de mal, et en même temps l'image d'une femme forte, leader, une « femme d'aujourd'hui », presque féministe ! En revendiquant le double rôle de femme et mère, sous-entendu forcément mariée et hétérosexuelle, elle veut rassurer son électorat : elle est une femme qui ne sort pas des cases traditionnelles, qui respecte les codes conservateurs. Elle renforce tous les stéréotypes sexistes.

Ce sont des tours de passe-passe pour mener une politique contre l'émancipation des femmes, anti-féministe, qui défend des valeurs familiales traditionnelles, homophobe et lesbophobe (elle a déclaré lutter contre des « lobbies LGBTQ »). Elle s'oppose aussi à l'application de quotas pour augmenter le nombre de femmes au Parlement et promet de la « fermeté face aux migrants ».

Être une femme politique ne se traduit donc pas nécessairement en une vision d'émancipation des femmes ni un engagement pour la défense de nos droits. Giorgia Meloni en est la preuve, elle use d'un faux féminisme pour déguiser sa politique, alors même qu'elle est fasciste.

En Europe et ailleurs, elle est loin d'être la seule femme politique à instrumentaliser le féminisme dans le but de porter des projets misogynes, racistes et discriminatoires. Marine Le Pen, candidate pour le Rassemblement National aux élections présidentielles en France, dénonçait les viols survenus à Cologne pour stigmatiser encore les immigrés. Krisztina Morvai, figure de l'extrême droite hongroise, tenait un discours antisémite, prétendument motivé par la défense des droits des Palestiniennes. Sarah Palin, candidate à la vice-présidence aux États-Unis en 2008 appuyait son statut de femme et de mère mais soutenait des mesures contre l'avortement et contre l'égalité des salaires.



Derrière ces femmes politiques se cachent des partis populistes aux idées misogynes et racistes. Sous couvert d'un visage féminin voire féministe, elles défendent les valeurs de l'extrême droite et n'entendent pas améliorer les conditions des filles et des femmes. Elles utilisent un levier supplémentaire : elles détournent le féminisme pour se rendre « acceptables et plus modernes ». L'égalité femmes-hommes est devenue un sujet de société qui pousse les partis politiques à se positionner. Certains en profitent pour l'instrumentaliser.

L'arrivée au pouvoir de femmes pose malheureusement question. Celle d'une récupération politique : promouvoir une femme en mettant en avant des qualités dites « féminines » (sensibilité, douceur, écoute) permet de renouveler et d'adoucir l'image d'un parti violent et dangereux. Dans ce sens, le parti attire un électorat nouveau, jeune et plus féminin. Il existe un réel opportunisme électoraliste, mais aussi idéologique : cette féminisation des partis d'extrême droite est aussi à des fins antisémites et islamophobes, au prétexte « des droits des femmes ». Ainsi, ces partis embrassent le féminisme pour se battre contre le burkini et le voile et finalement contre les musulmanes. Au-delà de ce féminisme de façade, dit aussi feminism washing, il existe donc une réalité : l'argument de l'égalité femmes-hommes est détourné par les courants de droite. L'incarnation du féminisme dans ces partis a un objectif d'exclusion. Évidemment, ces mouvements ne luttent pas en faveur des autres dimensions du féminisme : pour mettre fin au harcèlement sexuel, pour l'égalité salariale, l'accès à l'avortement...

Pour cette raison, il est essentiel de prendre en compte les femmes politiques dans leur pluralité, de les percevoir comme toute personnalité politique, pour les sujets qu'elles portent. Être une femme n'est pas la garantie d'une politique féministe, il est nécessaire de décrypter discours et mesures proposées. Plus de femmes en politique oui, mais surtout plus de femmes réellement féministes, menant des politiques féministes !

COLINE

ÊTRE MÈRE ET FÉMINISTE, UN VIEUX DILEMNE

Alors que le modèle patriarcal du couple est difficile à remettre en cause, être femme et mère en 2023, c'est encore la double peine. Toutes les inégalités que subissent les femmes s'accroissent lorsqu'elles deviennent mères. Face à ce constat se pose une question : pourquoi les luttes des mères ne seraient-elles pas aussi des luttes féministes ?

Historiquement, les féministes réclament leur émancipation, y compris de leur statut de mère. Au moment des luttes pour l'avortement et pour se libérer du contrôle familial exercé par les hommes, les féministes veulent à tout prix ne pas être réduites à un rôle de mère ou subir l'injonction d'être mère. Les luttes menées par les femmes en tant que mères sont peu nombreuses et peu valorisées. Le combat des mères et avant lui, les mères et leurs enfants eux-mêmes, sont tout simplement restés trop longtemps un angle mort du féminisme, lequel a très tôt dissocié radicalement femme et mère, femme et famille, femme et enfant. Or, il n'est pas contradictoire de lutter à la fois contre les pressions sociales et familiales qui pèsent sur les femmes pour qu'elles deviennent mères, et de lutter pour qu'une femme conserve toute sa dignité et ses droits quand/si elle devient mère. Et si refuser l'injonction d'être mère et se battre en tant que mère étaient deux combats convergents ? Sans prolonger le stéréotype d'assigner les femmes au seul statut de mère, il s'agit de redonner une valeur politique et symbolique à ce que les mères font déjà souvent en silence. Le féminisme pourrait alors être pour les mères un puissant outil d'émancipation, et le féminisme en retour se nourrir de leurs luttes.

Mettre en avant les inégalités subies par les mères, c'est avant tout mettre en avant les inégalités subies par les femmes dans leur ensemble. En 2020, le revenu salarial des femmes restait inférieur en moyenne de 28 % à celui des hommes. Presque un tiers de cet écart s'explique par des différences de durée de travail. À l'arrivée des enfants, pour concilier vie privée et vie professionnelle, les femmes sont toujours plus nombreuses que les hommes à interrompre leur activité ou à réduire leur temps de travail. En 2020,

Zoom

La puissance des mères, premier essai de Fatima Ouassak

Un nouveau sujet révolutionnaire ? C'est bien ce que propose Fatima Ouassak. Écrit à la première personne, la politologue raconte son expérience de mère arabe dans les quartiers populaires de Seine-Saint-Denis et comment ces mères se situent à l'intersection de multiples discriminations : femme, mère, arabe et de classe populaire. L'autrice invite ces mères à quitter la figure de « mère-tampon », qui protège ses enfants des violences institutionnelles et calme leur rébellion quand cela n'est plus possible de les protéger pour au contraire les inviter à exprimer leur colère aux côtés de leurs enfants. « Leur colère est un outil de lutte ». Une révolte légitime dans un système « méritocratique » qui ne fait que reproduire les inégalités. La solidarité des mères et leurs enfants permet d'exprimer le refus de se satisfaire d'institutions stigmatisantes et injustes, ou de démissionner. Fatima Ouassak invite les mères des classes populaires, dont celles descendantes de l'immigration postcoloniale, à s'organiser et se réapproprier les services publics. Enfin, il s'agit de mettre en avant les mères, pour visibiliser des rapports femmes-hommes toujours inégalitaires au sein des familles, et offrir à ces mères des classes populaires la possibilité d'être actrices du combat féministe !

ANAÏS GAL



celles qui travaillaient étaient trois fois plus souvent à temps partiel que les hommes[1]. Et cet écart se révèle d'autant plus manifestement lorsque les femmes deviennent mères, et de façon encore plus drastique lorsqu'elles se séparent : les mères perdent 22% de leur niveau de vie après une séparation contre 3% pour les pères[2]. Ce constat est à mettre en lien avec le travail domestique, comme celui dédié aux soins et à l'éducation des enfants qui est encore largement assumé par les femmes. Pour autant, ce travail est dévalorisé et invisibilisé. Car la séparation des sphères publique et privée arrange notre modèle économique hérité de la révolution industrielle où l'on a progressivement gommé la valeur du travail domestique des femmes qui a pourtant une valeur économique certaine pour la société, pour ne valoriser que le travail « masculin » créé par des hommes et pour des hommes. Si ce travail domestique était monétisé, il représenterait aujourd'hui 1043 milliard d'euros par an[3]. Le foyer est donc encore le premier lieu de l'exploitation économique des femmes. Des femmes qui subissent en 2023 encore cette double injonction : il faut être travailleuse sans être mère ou être mère sans être travailleuse. Combien de femmes ont par exemple intégré implicitement cette consigne de ne pas évoquer leur statut de mère sur leur CV et en entretien d'embauche ? Or aujourd'hui les femmes, et particulièrement les mères, encourent à la fois un risque plus élevé d'éloignement de l'emploi avec leurs « doubles journées », comme celui de tomber malades (accidents du travail et maladies professionnelles des femmes en hausse de 41,6% en 18 ans[4]). Les réalités de la femme-mère-travailleuse sont peu prises en compte.

Si on avait une mesure de la richesse basée sur le bien-être et l'utilité sociale, cela changerait la perspective pour les mères. Et si on connaissait bien le nombre d'heures dédiées à ce travail invisible, cela changerait la perspective d'autonomie de ces femmes. Or, nous sommes face à des politiques sociales et fiscales inefficaces ou injustes, souvent maternalistes : les droits socio-fiscaux entretiennent la dépendance des femmes aux hommes car ils sont calculés sur la base de la famille plutôt que sur leurs situations individuelles. Au contraire, pour un système plus égalitaire et qui permette aux femmes et aux mères davantage d'autonomie, les aides doivent être individualisées quel que soit le statut de la mère, et la fiscalité doit être déconjugalisée. Il s'agit aussi de visibiliser le rôle des mères pour reprendre le pouvoir dans l'espace public et la parole dans l'espace politique dont les femmes et leurs enfants ont été chassé·es.

Nous savons que nombre de luttes sociales ont eu comme prémisses des luttes féministes. Les mères, spécialement touchées par les violences conjugales et intrafamiliales (40% des faits de violence apparaissent au sein du couple au moment de la première grossesse) sont toutes légitimes pour porter le combat contre ces violences, et contre la culture du viol qu'elles peuvent dénoncer en leur nom mais aussi au nom de leurs enfants. À ce sujet, 165 000 enfants sont violé·es ou ont subi des tentatives de viol chaque année en France (dont 79% de filles), essentiellement par des hommes et dans 87% par des personnes proches. Une fille sur cinq est victime d'agression sexuelle[5]. Les victimes de violences intrafamiliales subissent presque exclusivement des violences physiques (96%) de la part du conjoint ou ex-conjoint (90%) lorsqu'elles sont majeures, alors que les violences sexuelles sont plus fréquentes à l'encontre des mineur·es (23% des violences intrafamiliales sur mineur·e).

La majorité des victimes de violences intrafamiliales sont des filles : 77% lorsqu'il s'agit de violences physiques et 85% pour les violences sexuelles[6]. Or, les chiffres relatifs à la condamnation des pédocriminels montrent que les mères ne peuvent compter ni sur l'institution scolaire pour prévenir ces violences ni sur le système judiciaire pour les sanctionner.

Un projet politique porté par les mères et soutenu par les femmes, pour la promesse d'un monde sans violence masculine pour nos enfants, est vital. Les mères ont à porter des luttes féministes et les féministes ont à les reconnaître et les soutenir.

ANAÏS CAL

1. https://www.insee.fr/fr/statistiques/6047789?sommaire=6047805#:~:text=En%202019%2C%20le%20revenu%20salarial,diff%C3%A9rences%20de%20dur%C3%A9e%20de%20travail
2. https://www.insee.fr/fr/statistiques/3631116#:~:text=Le%20divorce%20est%20la%20s%C3%A9paration,deux%20ans%20suivant%20la%20s%C3%A9paration
3. Céline Piques, Déviriliser le monde, Demain sera féministe ou ne sera pas, Rue de l'échiquier, 2022 (estimation faite sur la base du coût d'une femme de ménage ou d'une garde d'enfants).
4. Rapport de l'ANACT « Photographie statistique de la sinistralité au travail en France selon le sexe entre 2001 et 2019 »
5. Association Mémoire traumatique et victimologie, enquêtes de victimation CSF, 2008 ; ONDRP 2012-2017 ; VIRAGE 2017
6 .Sécurité et société – Insee Références – Édition 2021 - 5.1 Violences au sein de la famille



La parité OUTIL NÉCESSAIRE mais pas suffisant

Dans le cadre du développement des politiques d'égalité femmes-hommes, les lois et mécanismes de parité font leur apparition dans les espaces particulièrement excluants pour les femmes : les instances de pouvoirs politiques et économiques. Ce dispositif, qui a pour objectif l'accroissement de la proportion de femmes dans les postes décisionnaires, répond à des enjeux numériques mais ne représente pas pour autant une solution miracle aux inégalités femmes-hommes.

La loi sur la parité en politique de 2000, celle dans les conseils d'administration de 2011 et celle dans les emplois d'encadrement supérieur de la fonction publique de 2012... Les quotas agissent avant tout comme un outil correcteur pour rétablir un équilibre en faveur de la représentativité des femmes. La parité est par exemple atteinte, ou presque, dans les instances politiques qui l'appliquent : parlement européen, conseils régionaux et départementaux, communes de plus de 1000 habitant·es. Dans les conseils d'administration des entreprises visées par le dispositif, les quotas ont permis une nouvelle composition : les entreprises du CAC40, qui comptaient 10% de femmes dans leur conseil d'administration en 2009, atteignent désormais les 45%. Cependant, les lois pour la parité vont de la version la plus contraignante à la plus laxiste. Ainsi, quand la loi n'est pas aussi contraignante, mais bien incitative, nous observons une parité partielle, qui conduit à une sous-représentation des femmes. Elle est notamment appliquée à l'Assemblée nationale (37%) et au Sénat (35%). Enfin, nous constatons une quasi-absence des femmes dans les instances où l'obligation de parité ne s'applique pas, comme dans les petites communes ou dans l'exécutif des intercommunalités et municipalités où les hommes sont largement sur-représentés (80% des maires).

Les quotas agissent donc avant tout comme un outil correcteur qui est nécessaire quand il n'y a pas de volonté pour faire changer les choses. Il s'agit du premier pas pour modifier une tendance ancrée depuis trop longtemps, afin d'aider le changement et nous permettre d'accéder aux sphères de pouvoir. Il peut dès lors s'agir d'une mesure efficace pour féminiser certaines instances. Néanmoins, cette mesure semble se limiter à cette fonction, souvent dénoncée pour sa parité de façade, c'est-à-dire une parité numérique mais pas de responsabilité. En effet, les progrès semblent lents et les quotas n'ont pas réussi à abattre le plafond de verre empêchant les femmes d'accéder à des postes à hautes responsabilités. D'ailleurs, il n'est pas surprenant de voir les hommes diriger les sujets dits importants et régaliens (finances, sécurité, affaires étrangères...) et voir les femmes reléguées à des domaines considérés comme secondaires, quand ils ne sont pas carrément dits « féminins » selon les bons vieux stéréotypes sexistes : le social, la solidarité, l'éducation, la petite enfance... Ainsi, dans les instances de pouvoir nous observons une répartition qui ne permet pas de déverrouiller cette distribution et empêche donc d'atteindre une véritable égalité.

Enfin, les lois pour la parité ont un défaut essentiel, celui de ne donner accès au pouvoir qu'aux femmes qui en sont déjà proches. Ainsi, avant de se heurter à ces plafonds de verre, la majorité doit d'abord accéder à ces milieux élitistes. La loi sur la parité semble alors être un dispositif décevant qui apparaît comme une mesure correctrice bienvenue mais qui doit s'accompagner de changement dans les politiques structurelles afin de lutter contre les mécanismes de reproduction des inégalités.

COLINE

LE MEURTRE DE MAHSA AMINI : À L'ORIGINE DE LA RÉVOLTE FÉMINISTE IRANIENNE DE L'AUTOMNE 2022

La nouvelle révolte iranienne débute après le décès de la jeune kurde Mahsa Amini, 22 ans, arrêtée le 13 septembre 2022 par la « police des mœurs » iranienne, alors qu'elle était en vacances à Téhéran avec sa famille.
Son infraction au code vestimentaire imposé aux femmes est le seul motif de son arrestation et donc de sa mort 3 jours plus tard. Les autorités locales nient leur implication et publient un rapport « officiel » mentionnant une maladie cérébrale comme cause de décès. Élément réfuté par un scanner crânien publié par un journal iranien basé à Londres, révélant de multiples blessures.


crédit image : freepik.com

Cet évènement a eu un effet catalyseur de la colère des Iraniennes contre le régime répressif en place. Dès lors, des manifestations commencent à travers tout le pays, initiées par les femmes. Elles enlèvent leur hijab, coupent, rasent leurs cheveux et brûlent leur foulard. La police fait appel à une brutalité armée, faisant de nombreuses mort·es et blessé·es, dont des enfants (au moins 326 comptabilisé·es par Iran Human right au 12 novembre et 15 900 incarcéré·es).

Les réseaux Internet sont coupés et de nombreuses mesures de dissuasion sont mises en place par le gouvernement. Plusieurs disparitions sont constatées. Les Iraniennes sont devenues des symboles dans la lutte pour les droits des femmes dans leur pays.

Femmage à la tiktokeuse Hadis Najafi, 20 ans, décédée le 23 septembre, assassinée de six balles alors qu'elle rejoignait une protestation.

Femmage à Ghazale Chelavi, 32 ans, à Mahsa Mogoi, 18 ans, à Hananeh Kian, 23 ans et aux nombreuses victimes restées dans l'anonymat.

Malgré cela, le peuple iranien continue de protester dès qu'il le peut, entonnant le slogan féministe kurde venu des combattantes du Rojava « Jin, Jiyan, Azadî » (Femme, vie, liberté).

L'hymne protestataire « Baraye » a même été composé pour cette révolte, reprenant des tweets de manifestant·es.

Le gouvernement iranien pratique la charia, les femmes sont restreintes, oppressées et soumises au foyer et à l'éducation des enfants uniquement. Leurs droits sont bafoués. Elles peuvent être mariées dès 13 ans, voire moins, selon l'envie de leur père. Les violences et le viol conjugal ne sont pas des infractions et les féminicides sont peu sanctionnés. En cas de divorce, fait rare, les femmes n'ont pas la garde de leurs enfants. Cet aperçu succinct des répressions à l'encontre des femmes explique l'ampleur de la révolte en cours.

Celle-ci est largement soutenue à travers le monde : chef·fes d'États, célébrités se coupant les cheveux, à l'image des personnalités publiques iraniennes. Comme Elnaz Rekabi, grimpeuse aux championnats d'Asie d'escalade qui a eu le geste fort d'enlever son hijab durant son épreuve.

Elle a été sanctionnée lors de son retour en Iran, forcé, elle a dû s'excuser publiquement pour ce geste et expliquer que son foulard aurait « glissé par erreur ».

Les protestations liées au meurtre de Mahsa Amini ont pris de l'ampleur et ont convergé avec la colère croissante des Iranien·nes suite au Covid, à la crise environnementale, au ras-le-bol de la dictature... Ces révoltes intègrent maintenant l'ensemble des classes sociales, des sexes et des communautés du pays demandant même la fin du régime islamique en place. Ce dernier ne cesse de se durcir et développe une répression encore plus ferme, menaçant les manifestant·es de la peine de mort et dérobant les corps de personnes tuées pour éviter d'en faire des martyrs.

ANNE ET JULIE

INTERVIEW



Violaine *de Filippis-Abate,* AVOCATE pour Osez le féminisme !

Pourrais-tu nous parler de ton parcours professionnel et de militante ?

J'ai toujours cru en une indépendance des femmes, avant même de la conceptualiser. Adolescente, je voulais devenir une femme « libre », comme ma mère. Elle galérait pour s'en sortir seule avec 3 enfants, mais elle brandissait sa liberté de choix (alors que ça supposait d'enchaîner son boulot de secrétaire le jour, avec des ménages le soir). L'idée c'était : tu peux faire ce que tu veux, à condition d'être coriace.

Donc j'ai décidé de faire avocate, et j'ai eu une bourse. J'ai mis du temps à m'intégrer socialement mais étudiante en Master, j'étais arrivée à me fondre presque dans la masse. J'aurais sûrement pu rester et me perdre dans cette masse. Après tout c'est confortable d'arriver chez les « privilégiés ». Mais en fin de cursus universitaire, j'ai été victime d'un viol par un interne en médecine. Et de là a commencé, lentement, ma compréhension du système global.

Dans ce cheminement, je me suis progressivement engagée. J'ai fait des permanences juridiques dans des associations pour favoriser l'accès au droit ; j'ai participé aux manifs ; assisté à des rassemblements. J'avais aussi créé un blog sur lequel je diffusais de l'information sur l'entrepreneuriat des femmes. Puis quand j'ai décidé de m'installer à Paris, j'ai adhéré à Osez le féminisme !

Avec un regard rétrospectif, je crois que le féminisme m'a instinctivement permis de sauver ma peau, et qu'après ça, j'ai voulu aider les autres à sauver la leur.

Quel est ton travail sur le procès contre le concours Miss France ?

Avec Alyssa Ahrabare (porte-parole d'OLF) et Jeanne Le Délaizir (étudiante en droit), nous avons commencé en 2020 par un gros travail de recherches sur les sociétés de production du spectacle. L'angle d'attaque, lui, a été trouvé grâce à une jurisprudence de 2013 qui condamnait TF1 pour ne pas avoir payé un candidat de Mister France. Puis nous avons entamé le travail de rédaction de la saisine en choisissant les axes : discriminations dans le processus d'embauche et suppression des clauses discriminatoires.

Trois femmes ont rejoint la procédure et ont permis d'illustrer les rouages du processus de ce recrutement purement discriminatoire. Finalement, la juridiction a reconnu sa compétence, mais a déclaré nos demandes irrecevables en estimant que nous n'étions pas discriminées, puisque nous n'avions pas candidaté jusqu'au bout ; ce qui est très contestable puisque dès lors qu'une offre d'emploi est discriminatoire, alors elle discrimine nécessairement toute candidate qui la consulte...

Sur ce dossier, nous avons reçu la précieuse aide d'Ursula Le Menn (porte-parole OLF) et de Sophie Truchot (sur les réseaux « Why the féminisme ») pour la partie communication.

Nous avons obtenu la suppression de la quasi-totalité des critères discriminatoires. De la même manière, la production a reconnu l'existence d'un travail : 3 jours de répétitions et spectacle sont désormais rémunérés (d'après nos informations). Enfin, la baisse de 1,5 millions de téléspectateurs et téléspectatrices depuis notre action montre que nous avons participé de manière significative à faire réfléchir l'opinion publique sur le sexisme de ce spectacle. Nous ne fermons pas la porte à d'autres actions.

Comment se passe l'articulation de ton métier d'avocate avec ton militantisme ?

Je suis à mon compte, ce qui me permet de gérer mon temps et de ne suivre que des dossiers qui correspondent à mes valeurs.

Désormais, je travaille la moitié de mon temps sur mon activité rémunérée, qui est l'accompagnement des professionnel·les de médecine à structurer leur cabinet en société à responsabilité limitée.

Je passe l'autre moitié de mon temps sur mon engagement d'avocate purement militante. J'ai la joie d'être une des portes-paroles d'Osez le féminisme ! depuis janvier 2023. Il y a donc des tâches relatives à la gestion, à la représentation dans les médias, etc. C'est très enrichissant et on se nourrit toutes de nos expériences de terrain. Bien connaître les sujets concrets, et savoir les répercuter sur la scène politique est une des forces d'OLF.

En tant qu'avocate, j'interviens sur des dossiers en pro bono. Je n'en traite pas plus d'environ 5 à la fois pour avoir le temps nécessaire. Si je suis sollicitée au-delà, je ne laisse jamais une femme sans informations, et j'essaie de trouver une solution de prise en charge. Actuellement, j'accompagne trois femmes sur des dossiers d'agressions sexuelles ou de viols ; ainsi que l'association MaMaMa sur l'expulsion de leur local, et les menaces que ses membres subissent. C'est exigeant psychologiquement car il y a des enjeux humains, ce qui rend difficile de débrancher son cerveau le soir.

J'écris également une chronique sur l'égalité et les droits des femmes dans l'Humanité et je suis en deuxième année de philosophie.

Quel est ton ressenti et ton analyse sur le procès en cours contre la porno-criminalité ?

Ce procès est à mon sens indispensable face à cette industrie. D'après les statistiques d'une des procureures de Paris elle-même, 90% des films porno contiennent des infractions sexuelles. La pornographie, à mon sens, ce n'est ni plus ni moins que de la prostitution filmée.

Il s'agit d'un vrai problème systémique : les femmes sont, dans la quasi-totalité des cas, contraintes de subir ces agressions et viols, pour payer leurs factures ! Dans notre monde capitaliste, sans revenu universel de subsistance, des relations sexuelles tarifées ne peuvent pas être libres et désirées.

Passer par le droit pour faire tomber cette industrie qui marchandise les femmes est une très bonne base. Avec la pénalisation du client dans la prostitution depuis 2016, si on arrive à faire qualifier cette industrie de système prostitutionnel, elle aura du mal à subsister légalement... OLF a un grand poids que ce soit sur le volet de l'accompagnement de terrain des victimes de l'industrie pornographique, ou sur le volet politique et juridique. C'est le #Metoo du porno !

JULIETTE Q

Organisation

L'association Elle's Imagine'nt

« Il m'a violée, comme si j'étais un objet à sa disposition. Sur le coup je me suis dit que ce n'était pas si grave ». Pas si grave ! Je suis un objet ! Parce qu'en France, tous les deux jours et demi, une femme meurt sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint, l'association Elle's Imagine'nt lutte quotidiennement contre les violences conjugales et pour les droits des femmes. Première étape : définir la violence subie dans le couple. Insultes, dénigrement, peur, gestes brusques, manipulations, coups, viols. Spirale de la violence, dans tous les cas au moins psychologique. Le but de la définir ? Envisager les solutions qui s'offrent aux femmes. 45 bénévoles, psychologues, avocates, assistantes sociales, etc. accompagnent psychologiquement, socialement et juridiquement des femmes qui en ont besoin. Coaching de retour à l'emploi, suivi juridique, social et groupe de paroles, les dispositifs proposés par l'association sont multiples et tous alignés avec leur crédo féministe : agir contre les violences conjugales avec constance, soin et efficacité. Mais si le mal est déjà fait, l'action ne s'arrête pas là ; il s'agit aussi de prévenir, d'informer. L'association organise des actions de prévention dans les écoles, dans les entreprises. Former les professionnel·les, les directions des ressources humaines, la police. Agir, rompre l'isolement, rompre le silence. C'est ce que l'association imagine chaque jour, un monde où enfin une femme n'aura pas peur de rentrer chez elle. Car quelques chiffres parlent mieux que des centaines de mots pour mesurer l'action d'Elle's Imagine'nt : 405 femmes accompagnées dont 279 nouvelles femmes, 1 867 entretiens réalisés, 1 797 appels téléphoniques et 12 femmes ayant participé au programme Estime de soi.

Violences Conjugales – Femmes Infos Service : 3919

CHLOÉ NICOLAS

Louie Média

signe Un Autre Regard, une mise au point sur les FEMMES PHOTOGRAPHES



Les autrices de Louie Média ont encore prouvé qu'elles produisaient certains des meilleurs podcasts français avec la nouvelle saison d'Une Autre Histoire, qui met en avant les femmes dans la photographie. Après un focus sur Alice Guy dans la première saison, cette année la lumière est mise sur 5 femmes uniques qui ont fait de la photographie ce qu'elle est aujourd'hui.

Au travers de six épisodes très documentés, Julie Gayet nous conte les vies de ces femmes disparues, ponctuant les histoires d'archives dictées à la première personne en nous nommant leurs plus grands succès, qu'il faut au fur et à mesure de l'écoute aller découvrir par soi-même pour les apprécier. En plus de l'équipe de Louie, on doit notamment cette pépite à Clara Bouveresse, historienne de l'art, spécialisée en photographie et autrice, entre autres, du livre Femmes photographes.

On y rencontre Lee Miller, la surréaliste qui a pu se dévoiler dans la photographie de mode comme de guerre et qui découvrira et créera tout au long de sa vie de nouvelles techniques toujours utilisées aujourd'hui. La « solarisation » qui est très présente durant ses débuts dans les années 1930, en est un exemple.

Également développée : la vie trépidante de Gerda Taro, une juive allemande ayant fui vers la France à cause de son militantisme antifasciste. Elle se découvrira une passion pour la photographie de guerre, se mettant d'ailleurs régulièrement en danger en allant sur le front espagnol, jusqu'à y perdre la vie en 1937.

Et faisant évidemment partie du bruit, la jeune et formidable Francesca Woodman. Artiste depuis l'adolescence qui laisse derrière elle pas moins de 800 clichés teintés de mystère et de réflexion après sa courte vie. Mêlant nudité et flou pour la plus grande partie de son œuvre, Francesca est dépeinte comme vivant activement dans et pour son art. Disparue en 1981 à seulement 22 ans, son travail est aujourd'hui une véritable référence.

Sur la pellicule, il y a aussi la Comtesse Virginia de Castiglione, une italienne née en 1837 alors même que la photographie n'en était qu'à ses débuts. Cet épisode nous déplace dans une tout autre époque, où Virginia, considérée comme « une des plus grandes beautés de son temps », drapée dans des robes d'époque est envoyée à Paris pour séduire Napoléon III. Sur place, elle y découvre ce nouvel art et prend goût à se mettre en scène. Elle ne sera jamais derrière l'appareil, mais c'est elle qui construit et compose toutes ses images.

Enfin, c'est Bérénice Abbott qui nous est présentée, sculptrice américaine venue au départ tenter sa chance à Paris. Elle débute dans la photographie comme portraitiste mais, fascinée par le travail d'Eugène Atget sur ses photos documentaires de Paris, elle s'en inspirera lors de son retour à New York en 1929. Commence alors une course autour de l'expansion fulgurante de la ville. Pointant les différences entre l'ancien et le neuf, Bérénice signe « Changing New York ». Plus tard dans sa vie, devenue professeure, poussant ses élèves à croire en elles et en eux, elle se lancera dans l'imagerie scientifique et produira des projets totalement différents, imprimant sur papier des choses imperceptibles jusqu'à lors.

Un Autre Regard c'est, en une pose de quelques heures, une véritable contre-plongée dans 200 ans de matrimoine artistique. C'est très bon, instructif et beau. L'écouter, quel bon reflex !

ANNE RONCO

OSEZ LE FÉMINISME !

se bat au quotidien pour l'égalité, avec ténacité, humour et toute l'énergie de ses bénévoles. Vos soutiens sont indispensables pour organiser nos actions féministes tout au long de l'année. Grâce à vos dons, nous allons féminister le monde !
Osez le Féminisme ! est une association reconnue d'intérêt général et vos dons seront donc déductibles de vos impôts à hauteur de 66%.
Grâce à cette déduction fiscale un don de 100€ vous revient à 34€, un don de 50€ vous revient à 17€ et un don de 15€ ne vous coûte finalement que 5€.

www.osezlefeminisme.fr
contact@osezlefeminisme.fr

Envoie par courrier à cette adresse :
Maison de la Vie Associative et Citoyenne,
22, rue Deparcieux
75014 Paris

Suivez nous

Illustration : Alice D - Graphisme : Estelle Grossias

Chronique du sexisme ordinaire

PRÉPARER *sa répartie féministe* POUR LES REPAS DE FAMILLE

Fini les Pères Noël en plastique qui gigotent sur un air de « Mon beau sapin roi des forêts *brûlées* ». Mariah Carey et Frank Sinatra hantant nos soirées en nous rappelant une insouciance que l'on ne peut plus avoir, et les rennes chanteurs illuminant les ronds-points malgré la crise énergétique. Les fêtes de fin d'année sont terminées et nos sacs de remarques sexistes post repas de famille sont pleins.
« Encore célibataire ? », « À quand le bébé ?», « Quand trouveras-tu un amoureux ? », « Attention à ta ligne », « Tu demanderas à ton copain d'accrocher le tableau » et autres nombreuses réflexions polluent les conversations familiales. Accusateurs et envahissants, teintés d'ignorance, de sexisme intériorisé et de curiosité mal placée, ces propos blessants reproduisent des injonctions sexistes et des stéréotypes réducteurs.
Prises en tourmente dans le cocktail émotionnel que génèrent ces remarques, il nous est parfois difficile de répondre. Bien souvent, à la suite d'une remarque sexiste, voire misogyne, nous restons bouche bée. La répartie cinglante nous vient plus tard. Et on culpabilise de ne pas avoir su se défendre. En réalité, cette capacité n'est pas innée et demande de l'entraînement.



Dans ces conversations, la seule personne blessée est celle visée par la remarque. Nous sommes légitimes pour répondre. Nous ne devrions plus avoir peur de heurter la sensibilité de l'autre, ni d'être « trop agressive. » Notre colère ne dessert pas le féminisme.
Il y a 9 stratégies de répartie féministes, utiles aussi dans le quotidien :
- Souligner le côté offensant des propos, c'est une technique de communication non violente. Ex : « Ce que tu dis me met mal à l'aise. » ;
- Se baser sur des expériences et des exemples personnels ;
- Répondre par l'absurde, l'humour ou le cynisme ;
- Changer le contexte de la remarque. Ex : « Le rose c'est pour les filles - Et les rugbymen du Stade Français qui portent des maillots roses alors ? »
- Retourner la question à l'envoyeur ;
- Chercher des allié·es dans l'entourage ;
- Détourner l'attention. Ex: «Tu veux du gratin ?»
- Répondre factuellement, via l'Histoire ou les statistiques. Ex : «Le rose était la couleur de la gente masculine jusqu'au 19e siècle car vu comme une nuance de rouge»
- Ou tout simplement ne pas répondre !

Des sources pour se former : Instagram (Punchlinettes, Réponse à tout, Le bingo sexiste), les webinaires et le Féministoclic d'OLF... Et le prochain dîner sera féministe !

TULIP PICHOT



Nom :
Prénom :
Adresse :
Ville :
Date de naissance :
Téléphone :
Mail :
Signature :

FAITES UN DON !

Je donne une fois :
☐ 20€ ☐ 30€ ☐ 50€ ☐ 100€
☐ Autre montant : ☐ €
Paiement : ☐ Espèces ☐ Chèque

Je donne tous les mois :
Rendez-vous sur notre page :
http://osezlefeminisme.fr/soutenir/

> Parce que nous considérons que l'émancipation de toutes et tous passe par l'égalité femmes-hommes, nous nous rassemblons, militantes et militants, pour prendre part au combat féministe, à la lutte contre les violences masculines envers les femmes et les filles et contre le système de domination qu'est le patriarcat.
> Nous défendons les droits universels et inaliénables de toutes les femmes, dans leur spécificité. L'analyse de l'imbrication des structures d'oppression, patriarcat, racisme, et capitalisme, doit être au coeur de notre militantisme pour ne laisser aucune femme de côté.

Les campagnes et actions d'Osez le féminisme ! existent grâce à l'engagement de militant·es bénévoles qui donnent de leur temps, partagent leurs compétences au service de nos combats féministes. Vous aussi, vous pouvez vous engager, il y a certainement une antenne près de chez vous :



Comité de rédaction :
Anne-lise Rias
Logo :
Mila Jeudy
Maquette :
Lucie Conteville
lucieconteville.com
Éditrice :
Osez le féminisme !
Directrice de publication :
Alyssa Ahrabare
Dépôt légal :
Bibliothèque Nationale de France, ISSN2107-0202 –
Imprimerie :
Online Printers

RECRUTEMENT NOUVELLES AUTRICES

Le Groupe Journal recrute de nouvelles participantes pour écriture et/ou relecture des articles. Nouvelles adhérentes bienvenues !
Les réunions se font en ligne et sont donc accessibles partout en France, même s'il n'y a pas d'antenne OLF là où vous habitez. Faites passer le mot autour de vous !
Envoyez vos coordonnées : **contact@osezlefeminisme.fr**

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE